

Initiative

Tibou Kamara échange avec les industriels ce mardi

Page 7



Gestion de la relation client et de la facturation

La Seg booste ses compétences

Page 6

le populaire

Édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°736 • LUNDI 14 septembre 2020 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

Où en est-on avec les violences basées sur le genre en Guinée ?

Il ressort de l'observation des comportements socioculturels que le phénomène des violences basées sur le genre (VGB) bat son plein. Particulièrement au niveau des jeunes filles âgées de 7 à 12 ans souvent victimes de l'excision. Page 2&3



Ousmane Gaoual Diallo assure que 2020 ne sera pas un remake de 2010

Cette année, si quelqu'un vole ...

Si la participation de l'Ufdg à la présidentielle du 18 octobre 2020 suscite autant de commentaires, c'est, selon **Ousmane Gaoual Diallo**, directeur de la Communication de ce principal parti d'opposition, parce que les Guinéens fondent de grands espoirs sur son candidat Cellou Dalein Diallo. Qui, malgré les écueils dans la mise en œuvre du processus électoral, fera tout pour «assumer (sa responsabilité) devant l'histoire et les hommes» et honorer la mémoire des martyrs de la démocratie guinéenne. Pages 4&5

Renforcement des systèmes de surveillance des maladies

La Banque mondiale appuie le ministère de l'Élevage avec du matériel informatique

Page 9



Document

Chronique de la direction de Xi Jinping dans la bataille de la Chine contre le coronavirus

Page 11

Conférences PUBLIQUES

Kassory prêt pour la campagne !

Quand il a quitté le pays pour les Etats-Unis via la France le 25 août, le voyage du Premier ministre a fait l'objet de plusieurs supputations. Certaines mauvaises langues lui prêtaient l'intention de jeter l'éponge. D'autres lui donnaient la mission de faire des caches d'argent à l'étranger. Mais voilà, depuis la semaine dernière, Ibrahim Kassory Fofana est de retour à Conakry. Bien requinqué pour jouer sa partition dans la campagne présidentielle.

Le Fndc se passe de Dalein

Pour cause de candidature à l'élection présidentielle du 18 octobre prochain, le leader de l'Ufdg a été écarté officiellement du Fndc, le mouvement qui lutte contre la modification de la constitution et le 3e mandat en Guinée.

12 candidatures validées, 1 recalée pour la présidentielle

Ils étaient au nombre de treize, les candidats à l'élection présidentielle du 18 octobre. La Cour constitutionnelle a validé 12 et fait recalé une, celle d'Edouard Kpoghomou, leader de l'Union démocratique pour le renouveau et le progrès (Udrp).

Baadiko, Faya, Kouyaté et Sidya dans le camp du boycott

Le camp du boycott du scrutin présidentiel du 18 octobre est composé, notamment, du leader de l'Ufd le député Mamadou Baadiko Bah, du président du BL Faya Millimouno et des anciens Pm Sidya Touré de l'ufr et Lansana Kouyaté du Pedn. Ils se déclarent tous opposés à un 3e mandat de Condé. Toutefois, ils n'ont formulé aucun appel à soutenir Cellou Dalein Diallo, le principal opposant, engagé dans la présidentielle.

Guinée, où en est-on avec les Violences basées sur le Genre ?

« La violence basée sur le genre est l'une des violations des droits de l'homme les plus étendues. Elle peut être physique, sexuelle, psychologique ou encore économique et elle ne connaît pas de frontières, d'âge, de race, de culture, de richesse, etc. » En Guinée, il ressort de l'observation des comportements socioculturels que le phénomène des violences basées sur le genre (VGB) bat son plein, particulièrement au niveau des jeunes filles âgées de 7 à 12 ans qui sont souvent victimes des Mutilations génitales féminines (MGF) ou encore de l'excision. Une pratique qui, aux dires des spécialistes en santé, est une violence sévère infligée aux jeunes filles et femmes selon les régions, les communautés et les coutumes.

En Guinée, il est recensé cinq types de violences considérées comme une forme de Violence basée sur le genre (Vbg) avec des dimensions plus ou moins différentes selon le lieu de résidence, le groupe d'âge, le sexe, la catégorie professionnelle ou ethnique. Il s'agit des violences physique, sexuelle et conjugale. Le **ministère en charge de l'Action sociale et de la Promotion féminine et de l'Enfance** mentionne aussi les mutilations génitales féminines, les violences psychologiques, économiques et celles dues aux actes malveillants. Les mutilations génitales féminines (excision) constituent aujourd'hui les formes de violences les plus graves et les plus sévèrement infligées aux filles en Guinée. C'est pourquoi d'ailleurs notre dossier s'articule plus sur la pratique de l'excision qui est jugée comme un véritable problème de santé de femmes déclarent avoir subi

cette pratique. La proportion de femmes excisées dépasse les 80% dans chacune des huit régions du pays et il n'y a aucune différence significative entre les zones de résidence ou les groupes ethniques. Parfois, des cérémonies grandioses sont organisées dans ce sens et des filles excisées habillées en uniforme menues de bâtons sont visibles partout. Des mères de famille rencontrées à Conakry ont exprimé leurs sentiments d'avoir excisé leurs filles. C'est le cas de **M'mah Sylla** qui a affirmé que : « Aujourd'hui, je suis très heureuse, car ma fille est devenue une femme normale ». Dans la même lancée, **M'mah Sylla** a déclaré : « Qu'ils montent ou qu'ils descendent ces promoteurs de l'abandon de l'excision, nous la pratiquerons car cette pratique est une Sunna ». Contrairement à ces mères de famille, plusieurs jeunes filles et femmes victimes de l'excision soutiennent avoir eu des séquelles. Elles confirment les douleurs liées à l'excision lors

des rapports sexuels. C'est le cas d'**Adama Hawa Diallo** qui témoigne : « Moi, j'ai été victime de l'excision. Cela m'a causé des douleurs internes. Quand je fais le rapport sexuel avec mon mari je pleurais. Du coup, mon mari m'a quitté. Quand on m'avait excisée, on a dû couper tout mon clitoris. Je n'ai pas le goût du rapport. » Pour sa part, **Aicha Touré**, diplômée en comptabilité et gestion, victime de l'excision à bas âge, condamne ses parents de l'avoir fait subir ce rituel : « J'ai été victime depuis toute petite. Mais j'avoue que l'excision est une mauvaise pratique qu'on exerce sur les jeunes filles. Moi je ne pratiquerai pas l'excision sur ma fille ni sur une enfant d'autrui ».

Comment sauver les femmes et les filles ...

C'est pourquoi, le gouvernement guinéen à travers le ministère de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance en partenariat avec certaines agences du Système des Nations Unies, en l'occurrence l'Unfpa, le Pnud, l'Unicef et l'OMS s'est intéressé à la question dans le but de trouver des voies et moyens sur comment l'on pourrait trouver une solution en vue de pouvoir sauver les femmes et les filles à travers des séries de sensibilisations sur les conséquences et les impacts de la violence basée sur le genre. Ajouté au problème de l'excision que la femme et la jeune fille subissent et qui n'est pas tout à fait résolue, nous avons les violences physiques qui sont une violence prépondérante, qui est aussi une violence très répandue dans le pays et

cela dans toutes les communautés. Elles sont fréquentes surtout dans les régions de **Faranah, Kindia et Conakry**, la capitale. **La prépondérance s'élève à 59% chez les hommes et 55,7% chez les femmes.** Et parmi ces violences physiques les plus utilisées dans l'ensemble, on peut citer entre autres les **gifies, les bastonnades et autres coups** qui s'élèvent **52,1%**. Les violences sexuelles à ce niveau, les femmes restent largement les plus victimes de ce type de violence (29,3% contre 18,2 % chez les hommes au niveau national). Ce phénomène est plus fréquent en milieu urbain. De toutes les violences faites aux femmes, les violences conjugales sont les plus fréquentes et se présentent sous plusieurs formes. Elles peuvent être des agressions physiques, des violences psychologiques ou sexuelles, des menaces ou des contraintes pouvant aller jusqu'à la mort. Plus d'une femme sur deux (63%) en sont victimes avec des proportions plus élevées en zone urbaine et dans les régions de **Faranah, Kindia, Conakry et Nzérékoré**. Les violences physiques, la menace ou l'attaque, l'humiliation ou des empoignades de la part de leur conjoint, sont les formes les plus graves de violences conjugales. En 2016, le **ministère de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance**, avec l'appui technique et financier de l'Unfpa a permis d'identifier huit principaux types de Violences basées sur le genre (Vbg) pratiquées dans le pays.

Suite à la page 3

le populaire

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION
5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre,
Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C
Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ
sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

IMPRESSION
Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com


VisionGuinee.Info

www.visionguinee.info
Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e étage
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée


GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*


VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com
Toutes les infos en direct
sur la Guinée

Suite de la page 2

Avec une prévalence cumulée de 92% chez les femmes de 15 à 64 ans, mais surtout la violence la plus répandue dans le pays et à des formes différentes, selon les zones et les communautés est constitué par les mutilations génitales féminines (excision) avec une prévalence de 98%.

Causes de décès et d'incapacités ...

Pour l'Organisation mondiale de la santé (Oms), la violence contre les femmes et les filles est ainsi l'une des causes principales de décès et d'incapacités pour la tranche féminine des 16-44 ans.

L'autre aspect, c'est quel recours face aux Vbg constitue un véritable problème de réticence pour les victimes, sur quatre victimes de violences, seule une qui accepte de parler et parfois dans l'anonymat cela par peur d'être reconnue soit par la famille, les belles familles pour certaine et surtout par la société.

Cette situation est la même dans le cas particulier des violences

les coutumes et mœurs au sein des ethnies guinéennes, mais aussi dans le **code civil** guinéen sans oublier la mauvaise interprétation erronée des règles et traditions de l'islam, une religion pratiquée par plus de 85% des guinéennes.

Selon la directrice nationale de l'Action, il y a plusieurs formes de violences basées sur le genre qui atteignent considérablement à l'intégrité physique et morale de la femme.

Malheureusement, ces pratiques considérées comme de violences faites aux femmes persistent toujours en Guinée comme par exemple l'excision qui bat son plein malgré les études médicales qui démontrent les conséquences que cette pratique joue sur la santé de la jeune fille ou femme comme par exemple les complications liées à la grossesse et à l'accouchement.

En Guinée ce phénomène est souvent pratiqué dans les périodes de grandes vacances scolaires à travers tout le pays.

Pour mettre fin aux violences faites aux femmes, vous le savez sans doute qu'en 1993, l'Assemblée générale des Nations Unies, a adopté une déclaration sur l'élimination de la

quatre dernières décennies notamment, la communauté internationale a adopté de nombreux plans d'actions prévoyant des actions concrètes à entreprendre pour lutter contre les violences faites aux femmes et à leur conférer une place centrale dans la conduite des affaires du monde.

C'est ainsi qu'en septembre 2015, les États membres des Nations Unies ont adopté les **17 Objectifs du développement durable (Odds)** à atteindre d'ici 2030, qui se sont substitués aux Objectifs du millénaire pour le Développement (Omd). Quant à la Guinée, la grande majorité de la population reste fortement influencée par des préjugés et stéréotypes qui assignent à l'homme et à la femme des rôles et fonctions sociaux qui établissent un rapport de dominant-dominé en fonction de leur sexe. Cette perception des rapports homme-femme instaure une véritable suprématie du premier sur la seconde.

Ce reportage m'a permis de cibler les victimes qui sont principalement les femmes et les jeunes filles qui ont un âge qui varie entre 15-64 ans. Les

identité de genre, profession, statut migratoire ou situation de handicap) face aux violences basées sur le genre.

Ce reportage qui est axé sur les violences basées sur le genre vise également à identifier et à écrire les causes socioculturelles et économiques qui poussent les populations à épouser ce fléau d'une part et d'écrire la perception que les populations se font des Vbg.

Pour mieux comprendre le pourquoi de ce genre de fait, l'on doit faire une évaluation de l'ampleur des types des Vbg en termes de prévalence, d'incidence selon les régions, les ethnies, les groupes d'âges, le sexe, la religion, le milieu de résidence afin d'identifier les principaux groupes de population et les zones selon le degré de risque sans oublier les dispositions institutionnelles et juridiques prises pour réduire les Vbg. Pour mieux comprendre les causes des Vbg, mon reportage vise une catégorie de population (cible) qui m'a permis de comprendre l'environnement des Vbg. Ces catégories sont entre autres : les femmes, les jeunes filles, les hommes, les responsables des structures et les institutions en charge de la lutte contre les Vbg en Guinée, les forces de défense et de sécurité, les victimes des Vbg et les informateurs-clés.

Les femmes et les jeunes filles, qui sont généralement perçues comme des personnes vulnérables, sont très souvent victimes de ce genre de violence. Les causes de leurs vulnérabilités sont multiples mais la plus importante c'est l'aspect économique.

Les femmes deviennent aussi plus vulnérables au harcèlement et à la violence, et la pauvreté accrue et la dissolution de la communauté augmentent également la propension à la violence. Dans l'ensemble, en Guinée, 11,9 % des victimes affirment avoir des conséquences des violences subies sur leur santé physique. Cette proportion est presque de même quel que soit le milieu de résidence.

Toutefois, elle varie selon le sexe et la région administrative. Elle est plus importante au niveau des femmes (15 %) et dans les régions administratives de Nzérékoré (23,1%) et Boké (15,6 %).

Autres informations sur les problèmes de santé dus à l'excision fréquemment cités sont le saignement excessif (52,7%), les difficultés liées aux règles (35,3%), les difficultés d'uriner (26,9 %), les infections (21,7%) et les difficultés à l'accouchement (16,6%). La même tendance est observée quel que soit le milieu de résidence et la région administrative. ■

Par Kadiatou Thierno Diallo

Ils ont dit



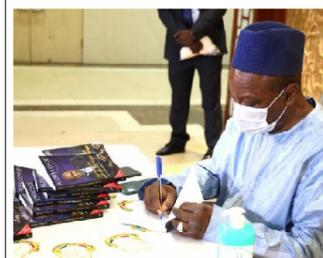
Sidya Touré sur la candidature de Cellou Dalein Diallo à la présidentielle du 18 octobre 2020:

«Je suis surpris parce que je n'ai pas été informé, ni invité. Ce n'est pas ce genre de relation que j'entretiens avec Cellou. Donc, j'estime que quelque soit la démarche, on doit coordonner ça, avec ce que nous sommes en train de faire (...) ensemble. Je suis un peu surpris.»



Cellou Dalein Diallo, leader de l'opposition guinéenne:

«Je suis candidat à l'élection présidentielle pour faire perdre Alpha Condé dans les urnes. Le parti a décidé de participer à cette élection et m'a désigné pour le représenter. L'Ufdg a estimé qu'il était bon qu'en plus des manifestations pacifiques contre le 3e mandat d'Alpha Condé, de se battre aussi dans les urnes contre ce 3e mandat. On peut faire les deux concomitamment.»



Alpha Condé, vendredi 11 septembre 2020, à la présentation de son livre:

«Une certaine idée de l'Afrique»: Mon objectif, c'est que la Guinée soit parmi les pays phares de l'Afrique. Et c'est bien possible, parce que Dieu aime la Guinée. Notre pays est un scandale géologique, nous avons toutes sortes de minerais. Tous les fleuves de l'Afrique de l'Ouest prennent source en Guinée. Nous pouvons avoir une agriculture extrêmement performante et nous pouvons être exportateurs de toutes les denrées alimentaires.»



Les femmes et les jeunes filles, qui sont généralement perçues comme des personnes vulnérables, sont très souvent victimes de ce genre de violence.

conjugales. Moins de 5 % des hommes et 3 % des femmes ayant porté plainte après la dernière violence subie ont reçu de réponse. Parmi ceux-ci, une faible proportion (3,5 % chez les hommes et 1,9 % chez les femmes) a été satisfaite de la réponse reçue.

C'est pourquoi notre reportage sur cette thématique a pour objectif de contribuer non seulement à l'accélération des femmes, en fournissant des informations pertinentes et fiables, au niveau national.

D'ailleurs dans le souci de cerner les problèmes à ce niveau, des rencontres à travers des séminaires, des ateliers, de séries de sensibilisation ont été organisés par le gouvernement à travers le **ministère de l'Action sociale et de la Promotion féminine et de l'Enfance**, en partenariat avec les partenaires et des ONG qui luttent contre les VBG dans le but de sensibiliser la population sur les conséquences et les méfaits de cette pratique qui affectent la population surtout les personnes victimes tant sur le plan physique que moral, sans oublier les conséquences économique et sociale que ça engendre dans le pays. Paradoxalement, ces discriminations et violences à l'égard de la femme sont parfois encouragées par la loi et la pratique des institutions étatiques, notamment dans le droit matrimonial et de succession.

La domination de la femme, qui doit rester soumise et obéissante, est une réalité qui persiste.

violence à l'égard des femmes sur toutes ses formes, et a demandé que tout soit mis en œuvre pour la faire connaître et respecter.

La déclaration définit notamment la violence faite aux femmes comme « *tout acte de violences fondées sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des préjudices ou des souffrances physiques ou psychologiques et comprenant la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée* ». Sur le plan international, plus **de six femmes sur dix sont victimes** d'une forme de violences physique et/ou sexuelle dans leur vie.

La lutte contre les violences faites aux femmes et pour la reconnaissance de la place et du rôle qui sont les leurs dans toute la société constituent, depuis de nombreuses années, des objectifs fondamentaux à atteindre par la communauté internationale. Au cours des

hommes aussi n'ont pas été occultés dans mon reportage parce qu'ils ne sont pas en marge de ce fléau.

L'objectif est donc pour moi en tant que femme de médias, de réveiller les consciences des gouvernants sur les conséquences de la pratique notamment de l'excision, de contribuer à l'éveil des consciences de la population en vue d'un changement de comportement. Nous avons aussi pensé à contribuer à l'accélération de la lutte contre les pratiques néfastes de ce fléau dans le pays qui affecte la population à tous les niveaux tant sur le plan économique, social que politique.

Cette démarche a permis aussi de mettre les doigts sur ces éléments néfastes qui affectent aujourd'hui toute la population afin de pouvoir lutter contre ce fléau et aussi identifier des mesures d'atténuation de la vulnérabilité des jeunes filles, des femmes et des populations marginalisées (sur la base de leur classe sociale, caste, croyance, orientation sexuelle,

www.focusguinee.info



Site d'informations, d'investigations et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



Lisez et faites lire

www.wondima.com

Ousmane Gaoual Diallo rassure que 2020 ne sera pas un remake de 2010: « Cette année, si quelqu'un vole ... »

Si la participation de l'Ufdg à la présidentielle du 18 octobre 2020 suscite autant de commentaires, c'est, selon **Ousmane Gaoual Diallo**, directeur de la Communication de ce principal parti d'opposition, parce que les Guinéens fondent de grands espoirs sur son candidat Cellou Dalein Diallo. Qui, malgré les écueils dans la mise en œuvre du processus électoral, fera tout pour « *assumer (sa responsabilité) devant l'histoire et les hommes* » et honorer la mémoire des martyrs de la démocratie guinéenne. Interview.



Ousmane Gaoual Diallo: « les Guinéens fondent de grands espoirs sur le candidat Cellou Dalein Diallo »

Le Populaire: Cellou Dalein Diallo a déposé sa candidature à la présidentielle du 18 octobre 2020. Qu'est-ce qui a motivé cette décision qui suscite des controverses?

Ousmane Gaoual Diallo: D'abord, cette controverse est probablement liée au poids politique de l'Ufdg et à l'espoir

qu'incarne son président aussi pour de nombreux Guinéens déçus de la gouvernance actuelle. Lorsque les gens portent l'espoir sur un homme ou un parti politique, ils sont inquiets. Cette inquiétude s'est exprimée de plusieurs ordres. Cela a galvanisé certains et inquiété d'autres concitoyens. C'est ce

qui a amené notre parti à susciter le débat à l'interne pour savoir quelle était la meilleure option possible. Le débat, vif et parfois très tendu, a pris plus d'un mois, mais qui a eu l'avantage de montrer l'ancrage démocratique du parti. Il n'y a pas eu de grabuge. Cela n'a pas entamé l'unité des acteurs. A l'issue des consultations, l'immense majorité de militants et sympathisants qui ont eu l'occasion de s'exprimer ont donné leur onction pour la participation du chef de file de l'opposition à cette élection majeure. Il est aussi nécessaire de rappeler qu'un parti politique n'existe que pour la conquête du pouvoir. Et conquérir le pouvoir par les urnes c'est le souhait et l'intention que nous exprimons en prenant part à cette élection. Malgré les écueils et les difficultés que nous rencontrons dans la mise en œuvre du processus légal et les risques d'accaparement des voix qui existent, nous sommes tenus de faire face pour assumer devant l'histoire et les hommes.

N'est-ce pas une reconnaissance de facto de la nouvelle Constitution?

Il n'y a pas de reconnaissance. La participation de l'Ufdg n'est

pas conditionnée par sa reconnaissance d'une Constitution. Il faut savoir que dans notre pays, on ne connaît pas quelle est la Constitution en l'état. Il y a un vide clair là-dessus. La Constitution qui a été approuvée par les militants du Rpg n'est pas celle qui a été promulguée. Nul ne peut dire aujourd'hui sur la base de quelle constitution notre pays évolue. Si c'est le candidat de l'Ufdg qui gagne, nous allons ramener la Constitution de 2010 en l'état et dans son esprit pour la soumettre telle qu'elle a été approuvée par le Cnt à l'appréciation de la population guinéenne. Nous allons aussi dissoudre l'Assemblée nationale.

Certains vous reprochent d'avoir trahi la mémoire des victimes des manifestations contre le changement de la Constitution. Que leur répondez-vous?

Je pense que tout cela ce sont des émotions qui s'expriment. Depuis l'arrivée d'Alpha Condé au pouvoir, nous n'avons rien obtenu qui n'ait été précédé des manifestations souvent réprimées dans le sang. Mais jusqu'à présent, avec d'autres partis politiques et organisations de la Société civile, nous avons porté la revendication pour la

mémoire des victimes, la justice et la fin de l'impunité dans notre pays. Il n'y a jamais eu des commissions d'enquête. Personne n'a été jugé pour les crimes commis à l'occasion des manifestations politiques et dans d'autres circonstances comme à Zogota, Womey, de Galapaye qui sont restés dans l'impunité totale. Ceux qui disent cela doivent simplement se rappeler qu'en allant aux élections législatives en 2013, il y a eu plusieurs manifestations auparavant contre le fichier électoral Waymark et pour le respect du calendrier électoral. On était déjà à près de 53 morts. Cela n'avait pas empêché tous les partis politiques d'y aller. Parce que nous sommes convaincus que c'est en remportant les élections qu'on peut les rendre justice et mettre fin à ces violences. Nous sommes encore convaincus que c'est avec l'arrivée de l'Ufdg au pouvoir seulement qu'on pourra mettre fin à ces violences des forces de défense et de sécurité et à l'impunité. Au contraire, nous ne piétons pas la mémoire des victimes, nous voulons leur rendre justice et honorer leur mémoire.

Suite à la page 5

“

Séjour en Famille

Une vie au village

2 à 6 Jours,

nuit chez l'habitant



CONTACTEZ-NOUS

Hamdallaye Rond point
3ème Étage de l'immeuble
abritant la Banque SGBG

Tél:(+224) 622 31 76 36

www.guineerando.com

**VOYAGER,
DÉCOUVRIR,
PARTAGER**

Suite de la page 4

Quelle garantie avez-vous en allant à ces élections avec un fichier électoral truqué et des institutions inféodées?

Nous ne comptons ni sur la Ceni, ni sur la justice parce que, de par le passé, ces institutions ont trahi la confiance des Guinéens. Donc, ce n'est sur les intentions, mais sur l'action qu'ils mèneront que nous leur accorderions notre confiance. Les débuts ne sont pas rassurants. On n'a pas encore affiché le fichier électoral qui aurait permis à chaque Guinéen, conformément à la loi, d'aller vérifier son identité. Cette disposition n'est pas encore respectée. On sait parfaitement qu'Alpha Condé est illégalement devenu candidat parce que la Constitution de 2010 sur laquelle il a prêté serment a deux reprises lui dit, en son article 27, qu'il ne peut être président de la République plus de deux mandats consécutifs. Il n'est pas dit dans cette Constitution qu'en cas d'adoption d'une nouvelle Constitution que les compteurs seront remis à zéro. Ceux qui croient que le fait d'adopter une nouvelle Constitution peut permettre d'absoudre les engagements antérieurs se trompent. C'est à la base de la Constitution de 2010, par exemple, que la Guinée avait signé des convention minières. Mais, est-ce qu'on peut dire qu'avec la nouvelle Constitution, on remet les compteurs de ces contrats à zéro? Il faut que l'on comprenne que c'est de la forfaiture de faire croire que l'adoption d'une nouvelle constitution



Ousmane Gaoual Diallo: «En 2010 et 2015, en 2013 et 2018, l'Ufdg s'est toujours mise à accepter le tort que le dictateur a voulu nous imposer.»

remet à zéro les engagements antérieurs du chef de l'État ou même les conventions auxquelles la Guinée a souscrites. Donc, notre entrée dans le processus est légitime, parce qu'elle est l'émanation de la volonté de nos militants et est légale parce qu'elle ne contrevient à aucune disposition légale de notre pays. Maintenant, malgré le problème du fichier et l'inféodation des institutions, c'est au peuple qu'il appartient de tracer son destin. Si les Guinéens veulent le changement et l'alternance, ils doivent se rendre massivement, non seulement voter, mais aussi sécuriser le processus électoral. C'est-à-dire, être dans les bureaux de vote pendant le dépouillement et l'affichage des résultats. Si cela est fait, l'alternance sera obtenue au soir du 18 octobre 2020.

A ce jour, pensez-vous qu'il est possible que le fichier puisse être épuré de toutes ses ano-

malies?

Nous avons des informations distillées par-ci, par-là. Nous attendons qu'elles soient rendues public pour nous prononcer sur le fichier. La seule garantie que nous avons c'est que nous allons mettre en place notre stratégie qui rendra effective notre présence partout dans le pays pour qu'on soit témoin du processus de A à Z sur l'ensemble des bureaux de vote. On ne peut pas préjuger de ce qui va advenir. Ce qui nous intéresse, c'est le résultat que les Guinéens vont nous donner.

Est-ce que ça ne risque pas d'être la même rhétorique de l'Ufdg qui s'est toujours plaint d'avoir été volée?

Il est possible, mais on ne pardonnera pas. Cela veut dire que cette année, si quelqu'un vole, il aura mis le pays en danger et en instabilité. Il est fort possible qu'on dise qu'on nous a volés. Ce qui n'est pas possible, c'est

d'entendre qu'on a laissé au nom de la paix, de la Cedeao ou des Nations unies. Il n'y aura ni arrêt, ni pause aussi longtemps que durera la confiscation des voix qui nous seront attribuées. Il peuvent toujours imaginer qu'ils peuvent nous voler, mais il n'y aura ni paix, ni pause tant qu'on ne nous aura pas restitué nos voix. Par le passé, que ce soit lors des élections présidentielles de 2010 et 2015, des législatives en 2013 et des communales de 2018, au nom de la paix et de l'unité nationale, l'Ufdg s'est toujours mise comme victime à accepter le tort que le dictateur a voulu nous imposer. Nous n'accepterons plus cela. C'est pour cela que le chef de file a indiqué dans son discours d'investiture que «2020 n'est pas 2010». Il a dit à l'endroit de la Cedeao et des Nations unies qu'il n'écouterait plus personne aussi longtemps que durera la confiscation de nos voix. Cela doit être entendu. (...) Au Mali, c'est parce que IBK a été fauteur d'une fraude de confiscation de 35 députés de l'opposition, les Maliens se sont battus pour que cela leur soit restitué, il a refusé et son pouvoir est tombé. Le risque est là en Guinée. Si on nous vole, nous nous battons jusqu'à ce que le pouvoir tombe ou qu'on nous restitue nos voix, mais on ne pardonnera pas.

Le Rpg Arc-en-ciel voit un plan machiavélique dans la candidature de Cellou Dalein Diallo. Qu'en est-il?

Il n'y a pas de pire machiavel dans notre pays que le président du Rpg qui trône à la tête

de notre pas aujourd'hui. Il n'y a pas plus machiavélique que de réveiller des antagonismes communautaires, d'entretenir la division ethnique, la violence et garantir la violence dans notre pays. Depuis l'arrivée d'Alpha Condé au pouvoir, si vous prenez les victimes de Saoro, Zogota, Galapaye, Womey et des victimes politiques, vous n'avez pas moins de 2500 guinéens qui attendent que la justice leur soit rendue. Je ne parle même des charniers de Nzérékoré à l'occasion du double scrutin du 22 mars.

Avez vous de remords d'avoir été exclu du Fndc?

Non, nous n'avons pas de remords. Nos amis du Fndc appliquent des dispositions que certaines veulent voir de façon rectiligne. Nous avons pris acte de la décision. Nous avons rappelé par la même occasion que les valeurs que défendent le Fndc sont des valeurs dans lesquelles nous nous retrouvons. C'est pour cela que le président Cellou Dalein Diallo a indiqué que si une manifestation était appelée pour lutter contre le 3e mandat, on peut compter sur la mobilisation de l'Ufdg sauf si expressément on nous demande de ne pas y prendre part. ■

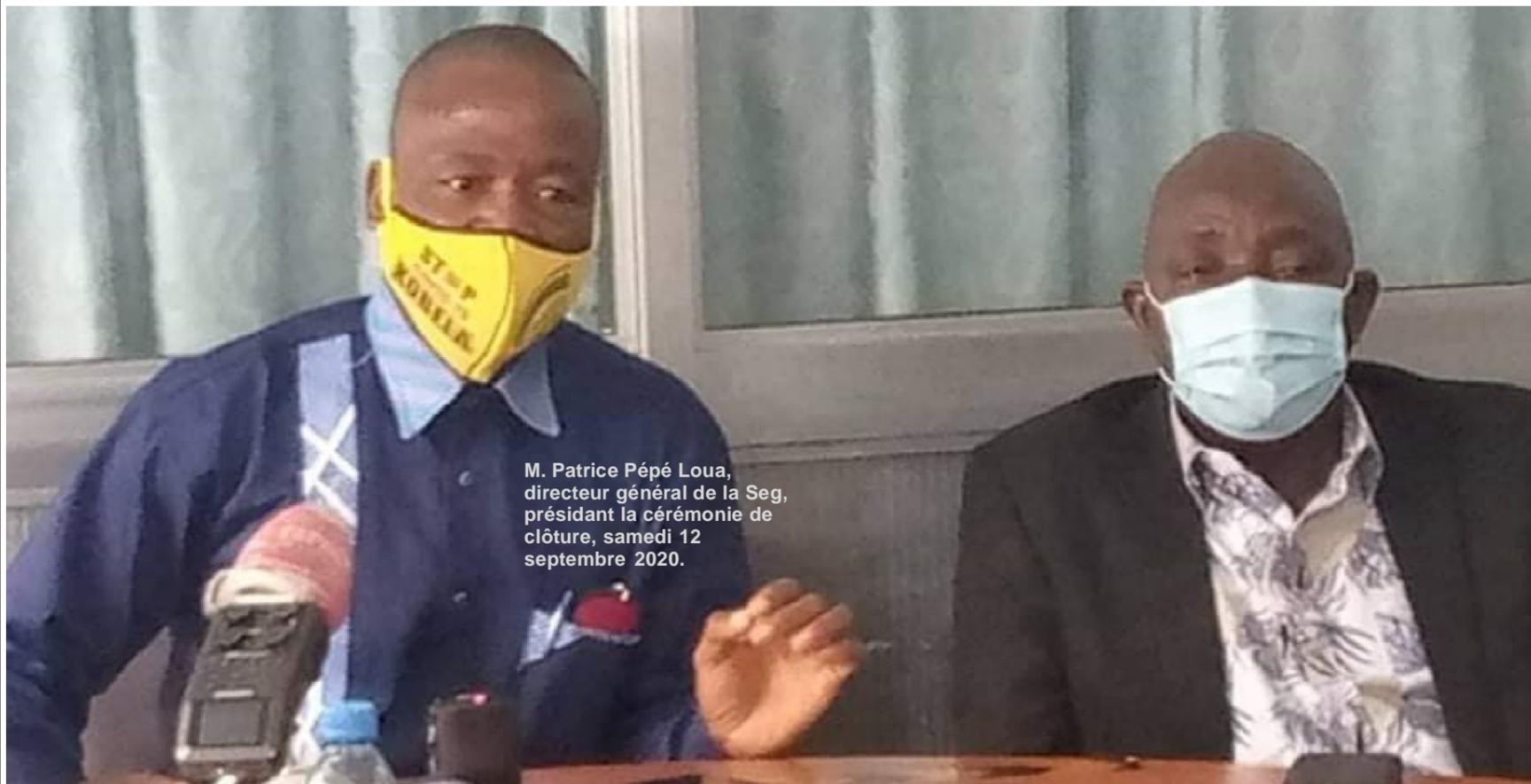
Réalisée par **Abdou Malick Diallo**

DGS, C'est aussi le BTP

DGS Guinée SARL
 INSTITUTION FINANCIÈRE CREDIT ET INVESTISSEMENT

ibic ImicTech

Noel Essoh 00225 4975845



M. Patrice Pépé Loua,
directeur général de la Seg,
président la cérémonie de
clôture, samedi 12
septembre 2020.

Gestion de la relation client et de la facturation *La Seg booste ses compétences*

La direction générale de la Société des eaux de Guinée (**Seg**) booste les compétences de ses ressources humaines afin de rendre ses services de plus en plus modernes et toujours plus proches de la clientèle.

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion de la clientèle et de la facturation, la Direction générale de la Société des eaux de Guinée (Seg), à travers son Département formation et orientation professionnelle, a initié une formation à l'intention des agents de zone du 7 au 11 septembre 2020. Présidant la cérémonie de clôture, le directeur Général de la Seg, **M. Patrice Pépé Loua**, a encouragé les participants à

mettre en pratique les connaissances apprises au cours de ce séminaire.

«*Je souhaite bonne chance à ces agents qui viennent de bénéficier de cette formation et les invite à mettre en pratique toute cette connaissance acquise. Nous avons espoir qu'ils vont faire preuve de maîtrise du travail qu'on les confiera sur le terrain et cela pour le bonheur de l'ensemble de nos clients qui constituent d'ailleurs notre raison d'être*», a déclaré **M. Loua** avant rappeler les priorités de la SEG.

«*Notre priorité aujourd'hui c'est de donner l'eau potable à la population mais nous avons un déficit important de production. Si nous parvenons à combler ce déficit, je pense qu'on aurait atteint l'objectif qu'on nous a confiés* ».

Parlant des objectifs de la formation, le directeur du Département formation, **M. Ouo Ouo Koulémou** a indiqué qu'il s'agit de former l'ensemble des agents de zone afin de rendre le service de la Seg toujours fia-



La formation des agents de zone s'est déroulée du 7 au 11 septembre 2020.

ble.

«*Nous avons 100 aujourd'hui à Conakry, indique M. Koulémou. Et nous étions avec 14 dans cette formation. Cette session va couvrir l'ensemble des agents de zone, l'ensemble de tous les agents commerciaux de Conakry et à l'intérieur. Le but étant que le client de la SEG soit satisfait et que la facture qu'on tend à un client soit une facture fiable*».

Pour sa part, le directeur d'Ex-

ploitation commerciale du grand Conakry, **M. Siaka Kondiano**, encourage les agents ainsi formés à redoubler d'efforts dans leur travail. «*Pourqu'on voit ce dont vous êtes capables d'apporter à la nation guinéenne, vous devez faire en sorte que les guinéens soient fiers de vous à travers la qualité de vos prestations et des services que vous rendez à la population*», conseille M. Kondiano.

Les agents de zone ont pour

mission de contribuer à la réduction des pertes physiques et commerciales. Les bénéficiaires de cette formation ont pris l'engagement de mettre en pratique les leçons apprises au cours de cet atelier afin de fiabiliser davantage la facturation et d'améliorer de manière permanente le chiffre d'affaires de la Seg. ■

Par **Abdoul Malick Diallo**

INVITATION À LIRE



Amadou Lamarana Diallo

Guinée : les grimaces d'une intelligentsia divisée

Essai - 180 pages - 140x200

ISBN : 9782342167740

Auteur: Amadou Lamarana Diallo courriel: lmrddiallofb7@gmail.com

En 1958, la Guinée demande et obtient de la France coloniale, "la liberté dans la pauvreté". Elle ne voulait pas de "l'opulence dans l'esclavage". Elle est aussitôt confrontée aux réalités du monde : tout ce que ce "monde compte d'impérialisme s'abat sur elle". Son État aura tout essayé sans succès remarquable : révolution, redressement, transition, changement. C'est la marche historique d'une contrée singulière traînée par une mondialisation impitoyable. Après la brutale rupture d'avec la France, l'intelligentsia nationale s'est-elle contentée de jouer le jeu autour des chefs suprêmes sans pouvoir traduire leurs visions en projets porteurs d'avenir ? Chefs et collaborateurs ont-ils réussi l'édification de systèmes de gestion favorables à la production coordonnée de résultats de développement ?

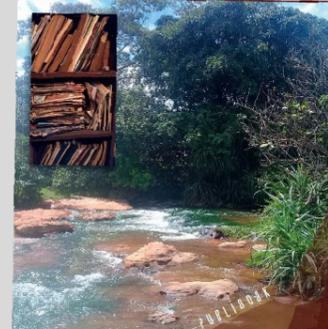
Pour tout achat EN LIGNE : www.publibook.com

www.publibook.com/guinee-les-grimaces-d-une-intelligentsia-divisee.html/

Pour tout achat du livre imprimé: **GUINÉE** : lmrddiallofb7@gmail.com

Amadou Lamarana Diallo

Guinée :
les grimaces d'une
intelligentsia divisée





Abdoulaye Djibril Barry de la Section motard de Mamou libéré

Le kidnapping devant sa boutique du marché central et le placement en détention provisoire du chef de la section motard de l'Union des forces démocratiques de Guinée (Ufdg) à Mamou le mercredi 9 septembre 2020 ont été sanctionnés par des manifestations simultanées des partisans de cette formation politique et des motards de la ville-carrefour. Le lendemain jeudi 10 septembre, le très populaire Abdoulaye Djibril Barry (sur la photo) a été libéré des locaux de la gendarmerie. ■



Tibou Kamara échange avec les industriels ce mardi

Le ministre d'État, ministre Conseiller spécial, ministre de l'Industrie et des petites et moyennes entreprises, **Tibou Camara** (sur la photo) prévoit une réunion de concertation avec les acteurs industriels ce mardi 15 septembre au Noom Hôtel de Conakry. Selon un communiqué publié à cet effet, les échanges avec les responsables du secteur porteront, entre autres, sur l'accès à l'énergie et la logistique, la protection de l'environnement avec notamment la gestion des déchets industriels, le renforcement de capacités des zones industrielles. Ou encore le financement des entreprises, l'accès aux services fournis par le ministère, et les opportunités qu'offrent la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Tout comme les réformes en cours du code des investissements. «L'initiative» de «cet espace d'échange» se veut «une occasion pour certains services techniques du ministère d'exposer les priorités du département, leur cadre d'intervention, ainsi que les perspectives envisagées en matière d'industrialisation». Il s'agira aussi pour les industriels de profiter de «cette plateforme pour interpeller», s'ils le souhaitent, le ministre sur «leurs attentes». ■

Fin de veuvage de l'épouse de N'Famory Keita

La cérémonie de fin de veuvage de **Mme Keita Maïmouna** a lieu ce lundi 14 septembre 2020 dans la concession de la famille de son défunt époux sise à Coléah-autoroute à proximité du pont situé à côté Auto-école Débo. Les sages et les membres de la notabilité de la mosquée principale de Boulbinet officieront la lecture du Saint Coran à 14h et feront don de la récompense de cette lecture à feu



Veuve Keita Maïmouna.



Feu N'Famory Keita.

N'Famory Keita qui fut, selon les témoignages des fidèles musulmans, un croyant pratiquant, assidu à la prière et très sociable. Feu **N'Famory Keita** était Vice-président de l'association nationale des imprimeurs, membre de l'Agepi (Association guinéenne des éditeurs de la presse indépendante) et activiste politique, ami personnel de l'ancien Premier ministre Sidya Touré actuel président de l'Union des forces républicaines (Ufr). Il a été rappelé à Dieu le 4 mai 2020. Il laisse derrière lui une épouse et quatre enfants. ■



FAG-HDF
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS
GUINÉENNES EN HAUTS-DE-FRANCE
Organise

AN 62 INDEPENDENCE Day

PROGRAMME



CONFERENCE VIRTUELLE:
VEN.09 OCT 20H00
Thème: *Quelles réformes institutionnelles en République de Guinée dans le processus d'instauration d'un véritable Etat de Droit ?*



TOURNOI DE FOOTBALL :
SAM. 10 OCT 08H30
Terrain synthétique université de lille cité scientifique, métro 4 cantons.



SOIREE CULTURELLE:
SAM.10 OCT 21H00
Salle étoile d'orient 116 Rue Sainte Antoine, 59100 Roubaix

Animateurs:

KOUROUMA OUMAR, Doctorant en Droit Public International

SAIKOU OUMAR BALDE. Doctorant en Sciences Politiques

RESERVATION

RESERVATION : 07 53 26 82 63 // // // // contact@fag-hdf.fr



Over Creative

Boubacar Sow, coordinateur du Fndc en Suisse :

«Elhadj Mamadou Sylla dans son rôle de trouble-fête et d'anarchiste politique»

Son objectif inavoué, mettre Alpha sur orbite et fragiliser l'opposition en général et M. Dalein en particulier.

Allez demander au chef de filon du pouvoir, Elhadj Mamadou Sylla qu'est-ce qui a changé dans la gouvernance d'Alpha Condé depuis les dernières législatives pour participer à celle-ci et boycotter la présidentielle prévue en octobre 2020.

À l'époque, ces 200 jeunes n'étaient-ils pas déjà morts ?

À l'époque ne s'agissait-il pas d'un fichier électoral plus manipulé que l'actuel ?

À l'époque, la milice d'Alpha Condé n'avait-elle pas violé le domicile du patriarche du Fouta en le brutalisant à l'image de ce qui s'est passé récemment au domicile de Elhadj Sékhouna, le patriarche de la Basse-Cote ?

Elhadj Mamadou Sylla après le business dans le domaine du négoce, s'est opportunément reconverti dans le florissant businessman politique avec le résultat que nous connaissons. Après avoir cautionné le coup d'état constitutionnel en participant au double scrutin de farce du 22 mars dernier, le voilà toujours avec ses quatre sièges à l'assemblée générale du RPG qui le consacre chef de filon du pouvoir, il peine toujours à endosser son nouveau rôle de leader de l'opposition guinéenne.

Depuis sa désignation à ce poste en remplacement de M. Dalein,

il semble souffrir d'un complexe qui ne dit pas son nom.

Il est depuis, à l'image d'un commandement sans troupe. Après l'annonce de la date fixée pour l'organisation de la farce électorale du 18 octobre prochain, il a été l'un des tout premiers «opposant» à annoncer son intention de prendre part à cette élection.

Mais, c'était sans compter avec le revirement spectaculaire de l'UFDG et de son leader, M. Dalein Diallo qui vient d'officialiser sa participation à cette même élection.

Depuis cette annonce qui semble bouleverser l'agenda de M. Alpha Condé, des ma-



Boubacar Sow, coordinateur du Fndc en Suisse.

manœuvres machiavéliques ont commencé pour brouiller les pistes, redistribuer les cartes. La décision de Mamadou Sylla de boycotter l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 prise à la dernière minute, fait partie de ces manœuvres.

Il s'agit à tout prix, d'éviter de faire perdre des voix au candidat Alpha Condé en Basse-Guinée d'une part, et d'autres part, faire en sorte que Cellou soit davantage considéré par l'opinion publique comme un traître pour l'isoler.

Je reste persuadé que si Cellou n'avait pas changé d'avis pour finalement décider de prendre part à cette élection, M. Mamadou Sylla aurait absolument, maintenu sa candidature à l'élection du 18 octobre prochain. L'évolution de la situation dans les prochains jours, semaines et mois, nous édifiera sur la portée et l'envergure des manœuvres en cours par M. Alpha Condé et de son clan. ■

Par Sow Boubacar, CH.



C/ Kaloum Almamy - BP 2683 Conakry - R: + 224 664 496199 / 622 496199 - Whatsapp: 00225 59053707

SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE

- Une équipe de spécialistes multimarques pour vos plus gros projets.
- Des centaines de références Pro de grandes marques.
- Livraison 24/24h en fonction des disponibilités du fabricant (avec facilité de paiement)
- Hauts niveaux de certifications avec les fabricants.



- VIDÉO SURVEILLANCE

MATÉRIELS ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES DE POINTE



CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE



- Réseaux
- Logiciels
- Consommables
- Périphériques
- Ordinateurs
- Composants

ÉQUIPEMENTS DE BUREAU

- Bureaux
- Tables
- Fauteuils
- Mobiliers
- Luminaires
- Aménagements



- CONSTRUCTION TRAVAUX PUBLICS

infos@dsguinee.com
www.dsguinee.com

Sagesse

1 Le succès, c'est tomber sept fois, se relever huit.
Japonais

2 Le monde appartient aux optimistes, les pessimistes ne sont que des spectateurs.
François Guizot

3 A l'état de nature, l'homme est un loup pour l'homme.
John Adams

RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE DES MALADIES

La Banque mondiale appuie le ministère de l'Elevage avec du matériel informatique



34 ordinateurs de bureau et 38 imprimantes multifonctions, tel est l'appui que la Banque mondiale par le biais du projet de Renforcement des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest (REDISSE) a apporté mercredi 9 septembre 2020 au ministère de l'Elevage, à Conakry.

l'Elevage, **Elhadj Mamadi Condé**, s'est félicité de l'appui du projet REDISSE et de son partenaire financier, la Banque Mondiale pour « ce geste magnifique » en faveur de leur département.

« Nous avons appris avec vous que 60 à 70% des maladies humaines proviennent des animaux, rappelle Elhadj Condé. Pour éviter donc que celles-ci se propagent chez les humains, il est très important de renforcer la capacité de travail de nos services de surveillance à l'intérieur du pays. Surtout dans le cadre de la protection de nos animaux, mais de voir égale-

ment comment les maladies ne peuvent pas se transmettre des animaux à l'homme ».

Et **Elhadj Mamadi Condé** d'ajouter : « Aujourd'hui, le REDISSE avec une organisation que nous avons mise en place, c'est-à-dire, les services des surveillances à l'intérieur du pays, a déjà équipé ces services en matériels téléphoniques avec un logiciel très performant qui nous permet de remonter rapidement toutes les données recueillies par le service des vétérinaires sur le terrain. Des données qui sont traitées dès leur réception pour une prise de décision rapide.

Aujourd'hui, si le REDISSE renforce encore les capacités de ces services avec ce don d'ordinateurs, nous ne pouvons que nous réjouir. Car, cela renforce encore une fois, les capacités opérationnelles de nos services de surveillance ». Enfin, **Elhadj Mamadi Condé** a rassuré le donateur que « ces matériels informatiques seront non seulement remis aux bénéficiaires, mais aussi et surtout utilisés judicieusement ». ■

Par A. Condé

La cérémonie de remise de ces matériels informatiques s'est déroulée dans l'enceinte de la direction nationale des services vétérinaires (DNSV), sous la présidence du Secrétaire général de ce ministère, **Elhadj Mamadi Condé** qui avait à ses côtés, le Responsable Technique des Opérations (RTO) de l'Unité de gestion des projets du ministère de la Santé (UGP/MS), **Dr Ahmed Tidiane Diallo** ainsi que plusieurs cadres des deux structures.

Dans son intervention de circonstance, **Dr Ahmed Tidiane Diallo** souligne que : « le projet REDISSE est bâti sur le renforcement des systèmes de surveillance et de riposte face aux maladies zoonotiques qui sont communes à l'homme et l'animal. Donc, c'est un partenariat fécond entre les départements de la Santé, de l'Elevage et celui de l'Environnement en vue de faire face aux maladies émergentes qui essayent de décimer les populations animales et atteindre les humains. Et dans le cadre précis qui nous réunit, il s'agit donc de renforcer le volet surveillance de ce projet. Il est la résultante d'un partenariat entre le Fonds des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et les ministères de la Santé et de l'Elevage pour assurer la remontée en temps réel, des données de surveillance des maladies ».

Pour Dr Diallo, l'existence d'un logiciel au ministère de l'Elevage qui sera installé sur ces nouveaux ordinateurs permettra « une remontée facile de toutes les données ».

Cela « permettra de créer une interface avec le logiciel utilisé par le ministère de la santé (THIS2) pour que les données de surveillance des maladies animales et celles humaines soient analysées ensemble, dans le cadre de l'approche Une Seule Santé », ajoute-t-il. Dr Diallo dit « n'avoir aucun doute quant à la remise de ce matériel aux bénéficiaires qui l'utiliseront convenablement pour le bien de nos populations et du pays ». Il est prévu, précise-t-il, dans un second de temps, la mise à disposition de kits solaires afin qu'ils puissent fonctionner même en des zones reculées où le courant électrique n'est pas souvent disponible. En recevant ce don, le Secrétaire général du ministère de

GIGA FORMATION

INSTITUT PROFESSIONNEL

TRANSIT
DOUANE
COMMERCE
INTERNATIO

COMPTABILITE
GESTION

INFORMATIQUE
GESTION

LOGISTIQUE
TRANSPORT

SECRETARIAT
COMMERCIAL
BILING

HOTELLERIE
TOURISME

DIPLOME D'ETAT

BTS - BEP - DTS

FORMATION CONTINUE

FORMATION ACCELEREE

AVEC OU SANS BAC

CONTACT:

WhatsApp: 664 67 65 75 / 654 17 89 38

HAMDALLAYE ROND POINT

3ème étages de l'immeuble abritant la Banque SGBG en face de la Gendarmerie

DECLARATION DE L'UFD SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 18 OCTOBRE 2020

1. L'UFD ne participe pas à cette opération

L'Union des Forces Démocratiques, parti de l'opposition parlementaire, après de larges consultations internes et l'analyse approfondie de la situation politique nationale, a décidé de ne pas participer à cette consultation.

Pour nous, prendre part à cette élection devrait avoir pour objectif – à défaut de la remporter – de consolider la démocratie et de faire un pas en avant dans la lutte du peuple, pour sortir définitivement de ce système dictatorial, corrompu, ethnociste et rétrograde, dans lequel la Guinée est enserrée depuis l'indépendance en 1958. Pendant ces soixante deux ans d'indépendance, la souveraineté du peuple n'a jamais pu ressortir d'une élection. Au contraire, les élections n'ont été qu'un moyen de confisquer le pouvoir, leurrer et diviser le peuple, sans produire un changement notable et durable de sa situation misérable. Premier territoire indépendant des colonies françaises d'Afrique, la Guinée aujourd'hui dominée sans partage par le RPG et son candidat Alfa KONDE, est l'un des pays les plus pauvres et le plus corrompus de la planète. Notre contribution au débat en tant que candidat, dans une élection non libre, non transparente et honnête, ne s'impose pas. Dans notre contexte, les présidentielles n'ont pas la même portée que des élections locales ou législatives. Comme on l'a vu lors de la session spéciale du parlement monocolore en mai-juin 2020, notre présence a constitué le seul et unique rempart du peuple contre la vague déferlante et sans retenue du parti unique du RPG.

2. Dictature, déficit démocratique et totalitarisme en Guinée

Le FNDC a porté le gros fardeau du combat pour l'alternance. Son combat est noble et nous nous y sommes associés, en participant aux réunions et en demandant à nos militants de participer à toutes les manifestations légales. Nous ne sommes pas restés à l'écart de ce combat, parce que c'est une cause juste pour laquelle nous luttons depuis des décennies: l'instauration d'un Etat de droit et le respect des textes et lois de la République, en l'occurrence le respect des principes d'alternance. Son échec sera l'échec de tout le peuple de Guinée, qu'on ne s'y trompe pas.

Cependant, connaissant l'adversaire et le camp d'en face et étant conscients du danger de les laisser installer un Parti-Etat sans aucune opposition au parlement, nous avons décidé de prendre part aux législatives du 22 Mars 2020.

C'est le lieu de rappeler la terrible situation vécue par notre

pays et ses populations en 2019-2020 à l'occasion des dernières élections législatives. Au nom de la « lutte pour la démocratie », les partis d'opposition ayant décidé de boycotter et même d'empêcher les élections, se sont lancés dans des actions massives et illégales, faites de violence physiques et verbales contre les partis, qui comme l'UFD, avaient décidé de prendre part au scrutin législatif. En dehors des destructions de biens publics (bureaux administratifs, commissariats de police ou gendarmerie, résidences de fonctionnaires, palais de justice, écoles, universités) et des bâtiments privés, il y a eu des agressions physiques contre nos militants engagés dans le processus (Mamou) et même des menaces de lynchage (Nzerekore). Or dans le système démocratique, en principe, la liberté de chacun s'arrête là où commence celle de l'autre. Cultiver l'intolérance, vouloir imposer ses volontés par la violence, ne peut que révéler les visées dictatoriales et totalitaires de ses auteurs. En agissant ainsi, ceux-ci se placent exactement sur le même pied d'estale que tous les systèmes que la Guinée a connus depuis 1958. On peut dire que dans l'arène politique guinéenne, dominée par deux partis, c'est en vain qu'on trouverait la différence entre les deux. A chacun selon ses moyens. Le RPG au pouvoir quant à lui, a usé de tous les moyens de son appareil d'Etat pour réprimer, tuer, blesser et interner en camp militaire ceux qui s'opposaient à lui. Pour revenir à la décision souveraine des partis d'oppositions véritables qui ont boycotté les élections législatives, nous réitérons notre jugement, à savoir : les dirigeants de ces partis sont tombés dans l'énorme piège que leur a tendu le pouvoir. En détruisant le matériel électoral, en saccageant des bureaux de vote, en empêchant les électeurs de récupérer leurs cartes, en menaçant de représailles violentes ceux qui, malgré tout voulaient voter, ils n'ont fait que le jeu du pouvoir. Celui-ci n'a rien fait pour que le vote se tienne partout. Ainsi a été justifié le non-déroulement du vote dans le Fouta et à Ratoma et par voie de conséquence, l'accaparement de tous les sièges de cette région, ouvrant la voie royale au parlement monocolore de la 9^{ème} législature. Nous n'avons cessé de mettre en garde le peuple de Guinée contre le retour au parti unique de sinistre mémoire, basé sur la dictature, la corruption, la division des nationalités et les présidences à vie. Personne ou presque ne nous a cru. Et à présent l'impensable est arrivé. Nous devons tous en assumer la responsabilité.

Suite à la page 11



MINISTERE DE LA SANTE
N°1410/MS/CAB/2020

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail - Justice - Solidarité
Conakry, le 11 septembre 2020

Le Ministre

Avis d'Appel d'Offres National (AON)

Nom du pays : **REPUBLIQUE DE GUINEE**
Nom du Projet : **Projet de Renforcement du Système de Santé en République de Guinée**
Nom du Secteur : **MINISTERE DE LA SANTE**

Acquisition de Biens

Mode de financement : **ACCORD DE PRET / Banque Islamique de Développement du 05/11/2014**
No du Financement : **2GUI 0117**

Intitulé du Marché : **Fourniture mise en service de quatre (04) véhicules pour l'Hôpital National DONKA**

AON N° : **01/EQPT/PRSS/HND/2020**

- Le Gouvernement de la République de Guinée à travers le Ministère de la Santé, a reçu un financement de la Banque Islamique de Développement (BIsD) pour financer Projet de Renforcement du Système de Santé en République de Guinée, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture et de mise en service de quatre (04) véhicules pour l'Hôpital National DONKA.
- Le Ministère de la Santé sollicite des offres sous pli scellé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir quatre (04) véhicules à l'Hôpital National DONKA dans un délai maximum de trois (03) mois. Tout soumissionnaire doit apporter la preuve : **i)** d'avoir exécuté deux (02) marchés similaires au cours des cinq (5) dernières années ; **ii)** de disponibilité de moyens financiers ou d'une ligne de crédit d'un montant minimum de **1 449 000 000 GNF** pour faire face aux besoins de cash-flow nécessaires à l'exécution du marché ; **iii)** de la disponibilité de moyens en personnel suffisant et qualifié pour assurer le service après-vente.
- La procédure d'appel d'offres sera l'Appel d'Offres National (AON) tel que défini dans les Directives pour l'acquisition de Biens, Travaux et Services connexes dans le cadre de Projets financés par la BIsD, Avril 2019, (les « Directives »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives. Les candidats éventuels sont également invités à prendre connaissance des Clauses 1.18 à 1.21 de ces Directives concernant les règles de la BIsD portant sur les conflits d'intérêt.
- Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) - Dr Aboubacar CONTE aboubacarconte149@gmail.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessous de **8H30mn à 16H15mn**.
UNITE DE GESTION DU PROJET HOPITAL NATIONAL DONKA
BP : 585 - Tél : +224 621 297 472 / 657 297 472 ou +224620 291 288 / 664 445 618
E-mail : aboubacarconte149@gmail.com / amadoutimbibah@yahoo.fr
- Le Dossier d'Appel d'offres en langue française peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de : **Un Million de Francs Guinéens (1.000.000 GNF)** sur présentation de reçus de versements suivant les modalités ci-après :
i) 70% du montant au compte N°41 110 71 « Receveur Central du Trésor » ;
ii) 30% du montant au compte N° 2011000407 de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ouverts à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG). Le dossier d'appel d'offres sera adressé par DHL ou par dépôt individuel.
- Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **14 Octobre 2020 à 10H45mn**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après la date et l'heure limites de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessous à **14 Octobre 2020 à 10H45mn**.
DIRECTION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS (DNMP)
Corniche Nord - Proximité Gouvernorat Ville de Conakry - Commune de Kaloum - Conakry - Immeuble KAKANDE / salle de réunion - 3ème Etage
- Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre, pour un montant de **Trente-quatre millions quatre cent-treize mille sept cent-cinquante francs guinéens (34 413 750 GNF)** ou d'un montant équivalent dans une monnaie librement convertible.
- L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : **Ministère de la Santé/Unité de Gestion du Projet Corniche Nord (proximité Hôpital Donka) / Immeuble PALACE au 3^{ème} Etage / Appartement 3B - Commune de Dixinn - Conakry**
Nom et Position du responsable : **Dr Aboubacar CONTE - Coordinateur du Projet**
Adresse postale : **BP 585 / Conakry**
Téléphone : **+224 621 297 472 / 657 297 472**
Adresse électronique : **aboubacarconte149@gmail.com**



Médecin Colonel Rémy LAMAH
Grand Officier de l'Ordre National de Mérite de la République Française

Bataille de la Chine contre le coronavirus

Chronique de la direction de Xi Jinping

BEIJING, 7 septembre (Xinhua) -- Le 10 mars 2020, à l'hôpital Huoshenshan de Wuhan, le président chinois Xi Jinping, portant un masque, parlait par liaison vidéo avec un patient allongé sur son lit. «*Ce que vous devez faire à ce moment, c'est maintenir la confiance. Nous devons tous être confiants que nous remporterons cette bataille*», a déclaré M. Xi. «*Victoire pour Wuhan, victoire pour le Hubei, et victoire pour la Chine!*»

M. Xi, qui est également secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et président de la Commission militaire centrale, était présent sur la scène critique, Wuhan, la ville chinoise la plus durement touchée par l'épidémie de COVID-19.

Huit jours après la visite de M. Xi, la ville n'a rapporté, pour la première fois, aucun nouveau cas. Le 26 avril, le nombre de patients hospitalisés atteints de COVID-19 à Wuhan a chuté à zéro.

Depuis le début de l'épidémie, la Chine, pays le plus peuplé du monde, a traversé une période extraordinaire. Plus de 80.000 Chinois ont été infectés par le virus et quelque 4.700 ont perdu la vie. Le contrôle de l'épidémie est devenu l'ultime priorité du pays.

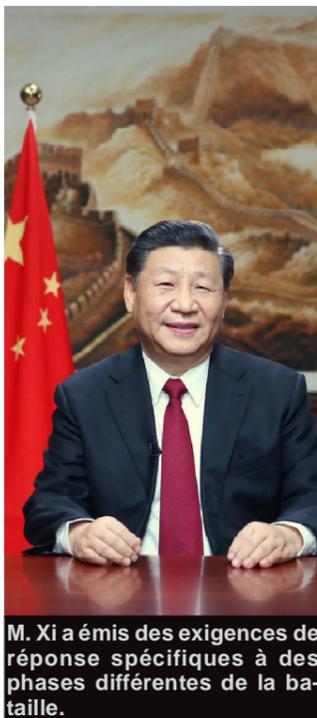
Depuis la fête du Printemps en fin janvier, des centaines de millions d'habitants ont abandonné leurs plans de vacances. Ils sont restés chez eux durant des semaines consécutives. Des villes ont été bloquées, des entreprises fermées et les rassemblements publics annulés.

Les sessions annuelles de l'organe législatif national et de l'organe consultatif politique national du pays, événement important sur l'agenda politique du pays connu comme les «*deux sessions*», ont été reportées pour la première fois en raison de cette urgence de santé publique.

M. Xi a indiqué que l'épidémie était l'urgence de santé publique avec la plus rapide propagation, la plus large extension et la plus grande complexité à laquelle le pays fait face depuis la fondation de la République populaire de Chine en 1949.

«*La vie est d'une importance capitale*», a indiqué M. Xi. Il a lancé une «*guerre du peuple*» et s'est personnellement chargé de la réponse à l'épidémie en mobilisant les ressources nationales pour lutter contre cet «*ennemi invisible*».

En un peu plus d'un mois, la propagation rapide du virus a été contrôlée ; en près de deux mois, l'augmentation quotidienne des cas locaux de coronavirus a reculé à un seul chiffre ; et en relativement trois mois, une victoire décisive a été remportée dans la bataille pour défendre la



M. Xi a émis des exigences de réponse spécifiques à des phases différentes de la bataille.

province du Hubei et sa capitale Wuhan. Il s'agit d'un résultat majeur d'une importance stratégique dans la bataille contre le COVID-19 à l'échelle nationale.

Malgré plusieurs cas sporadiques rapportés au cours de ces derniers mois, le gouvernement chinois, grâce à son expérience et à ses mesures ciblées, a réussi à couper rapidement les voies de transmission.

Adoptant une perspective mondiale, la Chine était l'un des premiers pays à connaître la reprise du travail et la réouverture des écoles et des activités. Le pays mène actuellement une course contre la montre pour remporter sa bataille contre la pauvreté et réaliser la construction d'une société de moyenne aisance à tous égards.

DIRECTION PENDANT LA PÉRIODE DE CRISE

L'épidémie de COVID-19 a changé l'agenda de M. Xi. Des personnes qui connaissent son travail ont indiqué que M. Xi s'était dévoué à la direction des efforts de contrôle épidémique et avait donné des instructions tous les jours au plus fort de l'épidémie.

M. Xi a conçu une série de principes généraux pour guider la lutte contre le virus, mettant l'accent sur comment «*maintenir la confiance, s'unir dans la solidarité, adopter une approche basée sur la science et prendre des mesures ciblées*».

Le 7 janvier, en présidant une réunion du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC, M. Xi a mis l'accent sur l'importance de traiter de manière appropriée l'épidémie -- connue à l'époque comme «*épidémie de pneumonie de cause inconnue*».

Le 20 janvier, M. Xi a donné des instructions importantes sur la lutte contre l'épidémie, soulignant que la vie et la santé du peuple devaient être prioritaires et des efforts résolus devaient être déployés pour empêcher la propagation du virus. Il a également appelé à la publication rapide d'informations sur l'épidémie et au renforcement de la coopération internationale.

Le 22 janvier, M. Xi a ordonné l'imposition immédiate de restrictions strictes sur la circulation des personnes et les canaux de sortie au Hubei et à Wuhan. M. Xi a indiqué qu'il a fallu un énorme courage politique pour prendre cette décision. «*Mais l'heure est à la prise de mesures résolues. Sinon, il y aurait des problèmes*», a-t-il noté. Le 23 janvier, Wuhan a suspendu tout transport public urbain, ainsi que les vols et les trains vers l'extérieur. Mettre une municipalité de plus de dix millions d'habitants en confinement était inédit, mais crucial.

Depuis le 18e Congrès national du PCC organisé en 2012, M. Xi a souligné à plusieurs reprises que les cadres devaient avoir un fort sentiment de responsabilité. «*Rester fidèle au Parti, rechercher le bien-être du peuple, travailler ardemment...*» Ce sont des principes constants qui doivent être maintenus dans les efforts du Parti.

M. Xi n'a pas passé une bonne nuit la veille du Nouvel An chinois, car il assumait la lourde responsabilité de lutter contre l'épidémie.

Le jour suivant, le 25 janvier, M. Xi a convoqué une réunion du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC sur le contrôle de l'épidémie. Il a indiqué à ses six collègues du comité permanent que la situation était urgente et qu'ils devaient analyser le problème ensemble.

M. Xi a pris les devants en faisant un don pour soutenir les efforts de contrôle de l'épidémie. Il a indiqué que le principe de la détection, du signalement, de la quarantaine et du traitement précoces devait être strictement appliqué, appelant à sauver des vies par le biais du renforcement des taux d'admission et de guérison et de la réduction des taux d'infection et de mortalité.

M. Xi a émis des exigences de réponse spécifiques à des phases différentes de la bataille. Depuis le début de l'épidémie, il a présidé un grand nombre de réunions de haut niveau pour concevoir les mesures d'endiguement, dont 17 réunions du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC, quatre réunions du Bureau politique du Comité central du PCC, ainsi que des réunions de la direction sur la gouvernance fondée sur le droit, les questions du cyberspace, les affaires étrangères et l'appro-

fondissement de la réforme dans le contexte de l'épidémie. Il a également instruit les forces armées de se joindre à la lutte et a présidé une série de symposiums, dont un avec des non-membres du PCC pour écouter leurs suggestions et un autre avec des experts sur la construction d'un système de santé publique solide.

Il a convoqué de grandes téléconférences, dont l'une était la plus grande en Chine depuis 1949, regroupant 170.000 responsables à travers le pays, allant de la direction centrale aux unités au niveau de district. M. Xi a également effectué neuf inspections à l'intérieur du pays pour orienter le contrôle de l'épidémie et le développement économique : deux à Beijing, une à Wuhan et les six autres dans les provinces du Zhejiang, du Shaanxi, du Shanxi, du Jilin et de l'Anhui, ainsi que dans la région autonome Hui du Ningxia. Au cours des «*deux sessions*» organisées fin mai, M. Xi s'est joint aux conseillers politiques et aux législateurs du pays lors de quatre discussions de groupe pour planifier les mesures de contrôle de l'épidémie et de développement de l'économie. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a indiqué, lors de sa visite à Beijing, qu'il avait observé le président Xi Jinping diriger l'approche de la Chine pour mobiliser l'ensemble du gouvernement et de la société et impliquer tous les citoyens à la réponse.

Eric Li, un observateur politique, a écrit dans un article publié sur le site Internet de Foreign Policy, une revue américaine, que la décision de confiner Wuhan et le Hubei s'était avérée être une décision qui a sauvé la nation d'une catastrophe dévastatrice.

Le président namibien Hage Geingob a indiqué que M. Xi avait dirigé le peuple chinois dans une lutte efficace contre le COVID-19, ce qui a démontré sa direction excellente et a été hautement salué par les pays à travers le monde, dont les pays africains.

Dans une lettre à M. Xi, 18 PDG du Conseil mondial des PDG (Global CEO Council) ont apprécié le fait que la Chine, sous la direction dynamique de M. Xi, a rapidement contenu l'épidémie de nouveau coronavirus, a pris l'initiative de reprendre le travail et la production, et a joué un rôle positif en soutenant la lutte mondiale contre le COVID-19 tout en maintenant la stabilité économique mondiale. (à suivre)* ■

Par Xinhua
partenaire de
Le Populaire

Suite de la page 10

3. Respecter les droits des citoyens et lutter pour sortir de ce système qui a détruit la Guinée

Nous respectons le droit de chaque parti politique de participer ou non à ces élections. Chacun prendra ses responsabilités.

Ceci dit, nous n'avons pas de candidat et ne soutenons aucun candidat en lice. Nous demandons à nos militants, sympathisants et au peuple de Guinée dans son ensemble, de récupérer leur carte d'électeur, libre à eux d'aller voter ou non, comme la loi le leur en donne le droit.

Nous devons prendre conscience du fait que tant que ce système dictatorial, ultra-corrompu, injuste, ethnociste, issu des institutions politiques mises en place à l'indépendance en 1958, ne sera pas profondément modifié, le peuple de Guinée continuera à croupir dans la misère, le sous-développe-

ment, la division ethnique, en assistant impuissant au pillage de ses ressources naturelles par des compagnies étrangères, en complicité avec des élites corrompues, insatiables. Nous devons avoir des institutions garantissant le réel contrôle du peuple sur ses dirigeants, l'alternance démocratiques après des élections apaisées et dont les résultats seront acceptés par tous. C'est la seule voie permettant à la Guinée d'assurer le développement harmonieux, l'unité et la justice sociale.

Fait à Conakry, le 10
septembre 2020

Pour le Bureau Exécutif
National,

Le Président
Mamadou Baadiko BAH
Député à l'Assemblée
nationale



MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



IMAAG HOLDING

AMENAGEMENT DU CENTRE DIRECTIONNEL DE KOLOMA

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT
VOS LOTS VIABILISÉS



TERRAINS ÉQUIPÉS DE

- ✓ VOIES BITUMÉES ✓ PISTES CYCLABLES ET PIÉTONNES ✓ RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT ✓ ECLAIRAGE PUBLIC
- ✓ ADDUCTION EN EAU POTABLE ✓ FIBRES OPTIQUES ✓ ESPACES VERTS ET PARKINGS ✓ LAC ARTIFICIEL

 (+224) 621 927 554 / 654 227 535

 info@imaagholding-gn.com

 5e étage - immeuble POKOU à KALOUM

Pour les entrepreneures Un fonds américain mobilise des millions de dollars

L'Initiative pour le développement et la prospérité des femmes dans le monde (W-GDP*), qui relève de la Maison Blanche, investira 122 millions de dollars supplémentaires sous forme de subventions destinées à des femmes du monde entier, a annoncé Ivanka Trump.

La conseillère du président Trump a dévoilé cette information lors d'un événement auquel participaient : le secrétaire d'État adjoint Stephen Biegun ; le conseiller à la sécurité nationale, Robert O'Brien ; l'administratrice adjointe de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Bonnie Glick ; et l'ambassadrice itinérante pour les questions relatives aux femmes dans le monde, Kelley Currie. Lancée au début de 2019 par le président Trump, l'initiative W-GDP vise à renforcer le pouvoir économique des femmes en agissant à trois niveaux : aider les femmes à prospérer sur le marché du travail, accompagner les cheffes d'entreprise et permettre aux femmes de participer à l'économie. Au cours de ses deux premières années d'existence, « *le Fonds W-GDP a investi 200 millions de dollars dans plus de 60 pays à travers le monde* », s'est félicitée Ivanka Trump le 11 août*, « *et a mobilisé plus de 400 millions de dollars grâce à plus de 450 partenariats avec le secteur privé et des organisations non gouvernementales et locales ainsi*



(White House/Joyce N. Boghosian)

Le président Trump a signé le document autorisant le lancement de l'Initiative pour le développement et la prospérité des femmes dans le monde, le 7 février 2019, en présence de sa conseillère Ivanka Trump et d'autres personnes réunies à la Maison Blanche. (Maison Blanche/Joyce N. Boghosian)

qu'avec (...) des gouvernements».

La première année, 12 millions de femmes ont bénéficié du soutien du Fonds. Objectif : accompagner 50 millions de femmes d'ici 2025.

M. Biegun a cité plusieurs exemples de femmes qui ont pu transformer leur entreprise grâce aux subventions qu'elles ont reçues au cours de l'année écoulée.

Adjo Asare, par exemple, directrice générale d'une entreprise d'habillement au Ghana et ancienne participante à un programme du département d'État, s'est reconvertie dans la production d'équipements de protection individuelle dans le sillage de la pandémie de COVID-19, et ce, à l'aide d'une subvention du W-GDP.

« *À ce jour, la société a produit*

720 000 masques en coton, 10 000 tenues médicales et 18 000 bonnets. C'est la concrétisation d'une vision entrepreneuriale exceptionnelle », a souligné M. Biegun.

Mme Trump a annoncé de nouveaux partenariats du Fonds W-GDP qui ont été conclus entre l'USAID et Walmart, Microsoft, Mastercard, WEConnect International et l'initiative indienne Reliance Foundation.

En Colombie, par exemple, Mastercard aide les femmes entrepreneures qui se lancent dans le domaine des technologies financières en leur donnant accès aux marchés et aux réseaux.

S'agissant du nouveau financement annoncé par Mme Trump, une partie des fonds serviront à soutenir l'action de l'initiative

W-GDP en matière de droits fonciers des femmes. Le but est de renforcer ces droits, ou de les réformer le cas échéant, au Malawi, au Mozambique, au Ghana, en Zambie et en Inde.

« *En renforçant les moyens d'action des femmes à l'étranger, l'Amérique y gagne du fait de la stabilité et de la prospérité qu'elles apportent à leurs collectivités et à leurs pays* », a déclaré M. Biegun. ■

*en anglais

Distribué par <https://share.america.gov>

partenaire de Le Populaire

En bref

New York commémore les victimes du 11-Septembre...

Les États-Unis commémorent le 19e anniversaire des attentats du 11-Septembre, avec le vice-président Mike Pence ainsi que le candidat démocrate à la présidentielle Joe Biden sur le site du Mémorial de Ground Zero le matin. Ces cérémonies sont toutefois limitées en raison de l'épidémie de Covid-19, mais cela n'a pas empêché les new-yorkais de rendre hommage aux victimes des attentats.

Il est 8h46 du matin, à l'heure exacte où le premier avion a percuté l'une des tours jumelles, il y a 19 ans. Avec une marche funèbre et des minutes de silence, la cérémonie fermée au public a attiré de nombreux new-yorkais autour de Ground Zéro. « *On ne pourra jamais oublier, dit une Américaine. C'est quelque chose qui restera gravé en nous pour toujours* ». « *C'est comme la mort [du président John F.] Kennedy, compare un autre. On se souvient tous où on était, on se souvient de ce qu'on faisait, et ça fait toujours aussi mal* ».

Des moments toujours douloureux notamment pour ceux qui ont perdu des proches ou des collègues policiers ou pompiers. « *Pour tous nos frères d'armes tombés ici, on vient tous les ans, explique un homme. Ce moment rappelle à nous tous des moments très durs. C'est dur, mais on continue à venir les honorer quoiqu'il arrive* ».

« *On a perdu 29 membres de notre église, raconte un autre. Des gens ont perdu des maris, des épouses, des pères des mères : c'est important de ne pas oublier* ».

Cette année, la cérémonie a été réduite à l'essentiel en raison de l'épidémie de coronavirus. Le vice-président Mike Pence ainsi que Joe Biden étaient présents à Ground Zero. Le président Donald Trump, lui, est en Pennsylvanie, là où un autre avion détourné s'était écrasé ce même 11 Septembre 2001.

Ici, la plupart espère que les commémorations ne seront pas politisées par le président. ■

Source RFI



En vente
partout en Guinée

Tél. : 622193573
622652907

Union Commerciale Korboya
Madina dispensaire, Conakry - Guinée

En bref

ANGOLA

Le pays signe un protocole d'accord avec Huawei

L'Angola a signé mercredi 10 septembre un protocole d'accord avec Huawei pour améliorer le processus d'éducation et d'apprentissage dans le secteur de l'enseignement supérieur, écrit Xinhua.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, Maria do Rosario Sambo, a déclaré que cet accord avec le principal fabricant chinois d'équipements de télécommunications représentait un moment d'une grande importance pour le ministère qu'elle dirige.

Le texte vise principalement à améliorer le processus d'éducation et d'apprentissage des enseignants et à donner aux établissements d'enseignement les moyens de disposer d'un service de formation dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), a souligné la ministre. Il est également prévu de créer des mécanismes avec Huawei pour évaluer les enseignements dans le domaine des TIC en Angola, a ajouté Mme Sambo. Elle a souligné que la signature de ce protocole d'accord intervenait à un moment où le monde était confronté à la crise causée par le nouveau coronavirus et à son impact brutal sur la vie des gens et sur l'éducation.

« Nous espérons que nous pourrions avoir un bilan positif dans un an (...) avec des résultats dont nous serons tous fiers », a conclu la ministre. ■

Xi Focus :

Citations de Xi Jinping sur l'initiative «la Ceinture et la Route»

BEIJING, 7 septembre (Xinhua) -- Face aux nouveaux développements en matière de mondialisation il y a sept ans, le président chinois, Xi Jinping, a proposé l'initiative "la Ceinture et la Route" (ICR) pour la coopération internationale. Depuis, la Chine a signé des documents de coopération avec 138 pays dans le cadre de l'ICR.

Le volume du commerce de marchandises avec les pays partenaires a dépassé 7.800 milliards de dollars, et les investissements directs ont atteint plus de 110 milliards de dollars, offrant une forte impulsion à l'emploi local et au développement social et économique.

Au premier semestre de l'année, les investissements chinois dans les pays participant à l'ICR ont augmenté de 19,4%. Ces dernières années, M. Xi a mis l'accent à maintes reprises sur la coopération dans le cadre de l'ICR. Voici quelques éléments marquants des propos de M. Xi à ce sujet.

-- L'ICR est certes l'idée de la Chine, mais ses opportunités et résultats bénéficieront au monde entier. La Chine n'a aucun motif géopolitique, ne recherche aucun bloc d'exclu-

sion et n'impose aucun accord commercial aux autres.

■ Grâce à nos efforts ces dernières années, une structure générale de coopération a été mise en place. C'est comme réaliser un dessin : le contour est achevé, maintenant nous devons remplir les détails. Et nous devons le faire de manière méticuleuse.

■ L'ICR lancée par la Chine a été conçue pour mobiliser davantage de ressources, renforcer la connectivité, tirer profit des moteurs de croissance potentiels et lier les marchés. Elle vise à intégrer encore plus de pays et régions dans la mondialisation économique et à parvenir à la prospérité commune à travers la coopération mutuellement bénéfique.

■ La coopération dans le cadre de «la Ceinture et la Route» embrasse la tendance histori-



Le volume du commerce de marchandises avec les pays partenaires a dépassé 7.800 milliards de dollars, et les investissements directs ont atteint plus de 110 milliards de dollars, offrant une forte impulsion à l'emploi local et au développement social et économique.

que de la mondialisation économique, répond à la demande d'amélioration du système de gouvernance mondiale et est conforme à l'aspiration du peuple à une vie meilleure.

■ La Chine continuera d'agir conformément au principe de consultations élargies, de contributions conjointes et de bénéfices partagés et poursuivra une coopération ouverte, verte

et propre dans le cadre de l'ICR. La Chine continuera de suivre une approche durable, de norme élevée et axée sur le peuple pour promouvoir la coopération de haute qualité avec les pays partenaires dans le cadre de «la Ceinture et la Route». ■

Par Xinhua, partenaire de Le Populaire

Le secteur privé africain exige un système de commerce mondial plus équitable et plus transparent

Plus de 70% des PDG pensent que le commerce intra-africain augmentera au cours des 12 prochains mois

Les PDG africains appellent explicitement à un système plus juste qui soutiendra les pays émergents et en voie de développement selon l'enquête commandée par le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC), et réalisée par le magazine African Business, en partenariat avec Afreximbank. Les PDG sont également optimistes quant aux perspectives d'avenir :

- 37% des PDG interrogés estiment que l'OMC, dans son état actuel, est inefficace.
- 65% des PDG estiment que le système commercial mondial est injuste pour l'Afrique.
- Plus de 50% des PDG jugent que le commerce mondial augmentera au cours des 12 prochains mois
- Plus de 70% des PDG pensent que le commerce intra-africain augmentera au cours des 12 prochains mois.

cain augmentera au cours des 12 prochains mois.

Une enquête commandée par le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC) pour évaluer le point de vue du secteur privé sur le commerce, a mis en évidence le désir du secteur privé de réformes considérables pour doter le système mondial de règles commerciales plus justes et plus transparentes.

200 PDG ont été interrogés sur des questions concernant l'OMC et le commerce en général. L'enquête a été conduite à la lumière de la deuxième phase du processus de sélection du prochain directeur général de l'institution. Trois des huit candidats sont Africains : le Nigérian Ngozi Okonjo-Iweala, le Kenya Amina Mohamed et l'Égyptien Abdel-Hamid Mamdouh.

L'enquête, qui couvre de nombreux domaines, fait apparaître un consensus général sur le fait que les règles actuelles pénalisent le continent africain et son secteur privé. Ainsi, 86,6% des répondants disent comprendre le rôle de l'OMC dans

le commerce mondial. Cependant, une majorité considère que l'OMC n'est pas assez efficace pour remplir son rôle. Si les infrastructures, la logistique et le capital humain ont été cités comme des défis majeurs à la croissance en Afrique, les dirigeants ont également mentionné le commerce international biaisé comme contrainte clé.

Le professeur Benedict Oramah, président d'Afreximbank, a déclaré : « En tant que banque panafricaine de financement du commerce, Afreximbank a été mandatée pour héberger le secrétariat du PAFTRAC. Toute réforme doit soutenir un secteur privé africain en plein essor et une Afrique de plus en plus intégrée. Nous avons vu, au cours du dernier quart de siècle depuis la création de l'OMC, l'émergence d'un secteur privé africain robuste et dynamique et, plus récemment, des étapes importantes pour intégrer l'Afrique dans le cadre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECA). L'OMC et ses nouveaux dirigeants devront reconnaître l'impératif de l'intégration africaine et placer le dé-

veloppement au centre de tout programme commercial. »

Il est intéressant de noter que si la majorité des PDG estiment que le système commercial mondial était injuste, la plupart voient également le système multilatéral se renforcer dans les années à venir. Ils ont présenté un ensemble de réformes pour un système commercial plus juste et plus transparent. Ils demandent de donner une plus grande voix aux pays émergents, et de revoir les barrières tarifaires et non tarifaires, surtout dans le domaine de l'agriculture et des subventions.

Les dirigeants sont optimistes quant aux perspectives d'avenir : plus de 50% des PDG considèrent que le commerce mondial augmentera au cours des 12 prochains mois ; et plus de 70% des PDG jugent que le commerce intra-africain augmentera au cours des 12 prochains mois.

Pat Utomi, président du PAFTRAC, a souligné qu'à moins qu'une réforme n'ait lieu, la crise mondiale actuelle pourrait pénaliser davantage le

secteur privé africain. : « Nous avons vu au cours de cette pandémie que les entreprises du monde industrialisé ont reçu des renforcements massifs, des aides fiscales, sans parler des contrats gouvernementaux et des stimulus des états. Les entreprises africaines n'ont pas eu cette chance et devront faire face à un monde où le commerce sera déprimé en raison de l'environnement post-Covid. Dès lors, un environnement commercial mondial plus équitable est plus urgent que jamais. »

Le sondage ainsi qu'un débat autour d'un communiqué à adresser à tous les candidats en lice pour la direction de l'OMC seront présentés lors d'un webinar qui aura lieu cet après-midi, animé par Afreximbank. ■

Distribué par APO Group pour Pan-African Private Sector Trade and Investment Committee (PAFTRAC).

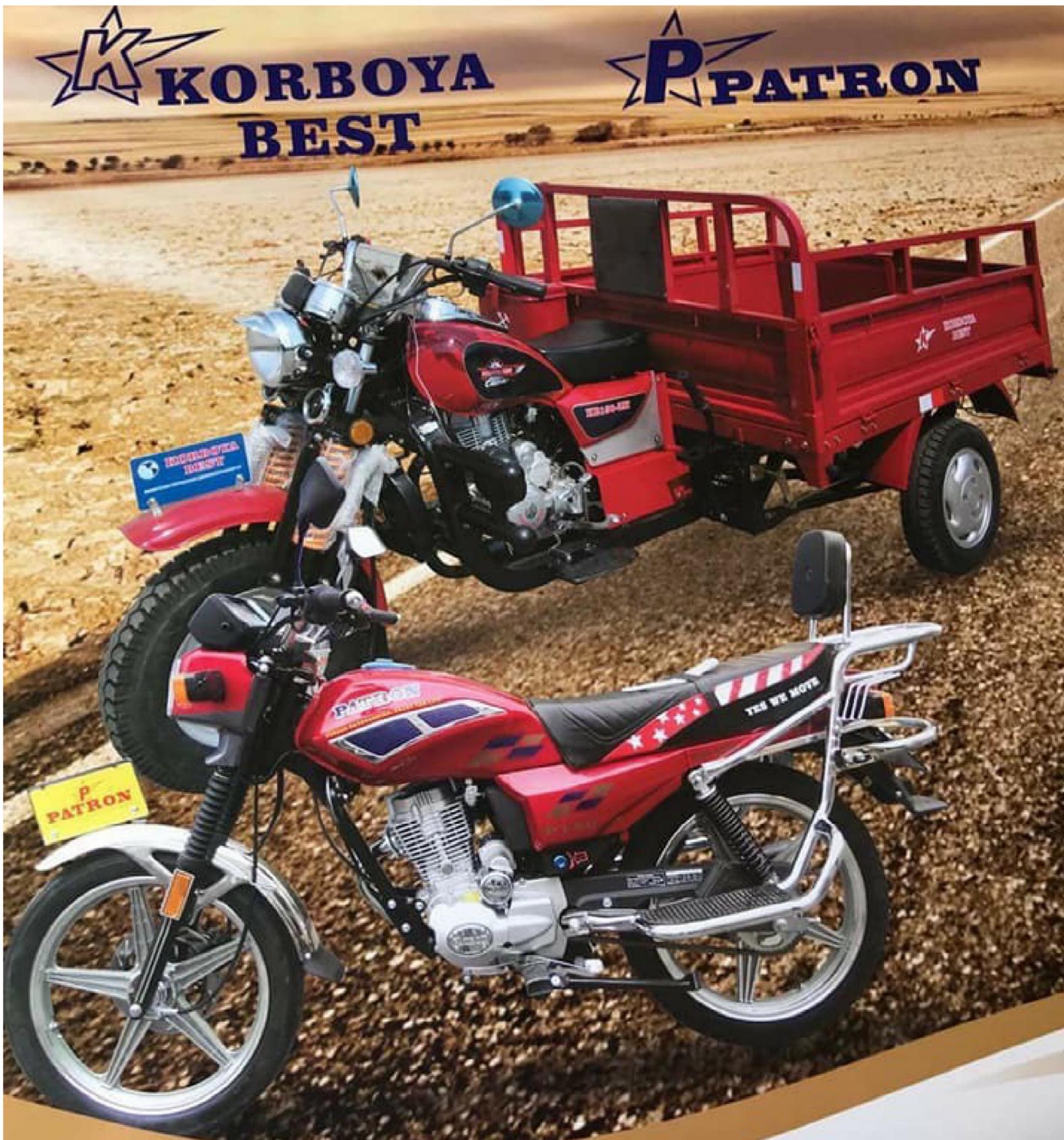


CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

L'assurance d'une vie bien protégée
**La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles**

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



*Partout
en Guinée*

**Tél. : 622193573
622652907**

Union Commerciale
Korboya
Madina dispensaire,
Conakry - Guinée

WWW.GUINEEGAMES.COM

